



Les 1000 emplois un engagement en trompe l'œil

Avec un vrai risque de voir GE entamer un désengagement progressif des activités POWER

Ceux qui suivent le devenir de la branche énergétique d'ASTOM bradé fin 2015 à GE par P.Kron PDG sous pression financière et juridique, savent que l'engagement dit des 1000 emplois ne pouvait être qu'un habile artifice de communication pour faire accepter à l'opinion publique le bradage d'une part essentielle de la filière énergétique Française.

Dès 2016, 3 Plans de licenciements visant à la fois le nucléaire, les activités chaudières et les activités de Réseaux (GRID) venaient mettre en cause plus de 700 emplois en France et des activités stratégiques.

Les 1000 emplois une opération de communication en trompe l'œil

Bien sûr au cours de ces deux dernières années, GE avec l'aval du gouvernement garant du processus de rachat s'est félicité de divers plans d'embauches à caractère spectaculaires. On parlait alors d'une « digital Foundry » dédiée au développement des technologies digitales dans l'énergie, qui devait créer plus de 200 emplois. De même, il a été annoncé à grand renfort de publicités, des investissements considérables à Belfort avec entre autres l'arrivée d'une activité d'Impression 3D pour la production de turbines. Autre exemple : l'abandon du projet iranien de 2,1 GW avec une offre commerciale bouclée par les équipes de Belfort qui ne se réalisera pas au motif que Trump n'a pas reconduit les accords négociés et signés à l'époque par Obama sur le nucléaire civil iranien ! Enfin dans le domaine des réseaux, un centre de recherche en région parisienne devait renforcer la position du groupe sur la transmission par courant continu.

GE est une entreprise d'annonces qui, à grands coups de campagnes médiatiques s'engage sur des promesses qui ne sont pas tenues.

Sur chacun de nos sites industriels, nous sommes confrontés à la même réalité.

Une absence de stratégie industrielle à long terme.

Sous le coup des actionnaires mécontents de la performance boursière, GE multiplie les menaces sur nos entreprises. En 2017, le site historique d'ALSTOM HYDRO, alors soi-disant sous la protection des 1000 emplois, est visé à son tour avec 350 suppressions emplois avec la fermeture du dernier atelier de fabrication. Partout dans le pays se met un plan d'économie : gel des investissements, remise en cause de la R&D de la branche énergie, aucun plan de renouvellement des expertises, etc. Tout ce qui assure le développement et la pérennité d'une entreprise est mis à mal !

Les départs individuels de salariés sont rarement compensés un pour un. La preuve, sur les 1000 emplois promis, nous en sommes qu'à +323. Le gouvernement ne peut faire l'ignorant puisque nous l'avons prévenu depuis des mois !

Alors que GE boucle l'année 2017 avec plus de 8 Milliard de bénéfices et que le groupe vient de redistribuer aux actionnaires plus de 90 Milliards sur 5 ans, le groupe préfère entamer une nouvelle restructuration pour remonter 1,2 milliards de cash supplémentaire.

La France était censée être protégée du fait de l'accord avec le gouvernement qui arrive à échéance au premier janvier 2019. En fait la France est touchée en termes d'emploi, si l'on prend en compte les sous-traitants à qui l'on avait fait miroiter monts et merveilles dans les territoires, et qui se retrouvent dans une situation financière parfois difficile suite à de lourds investissements.

Avec l'annonce par Mr Flannery de la vente de 20 milliards d'actifs dans les deux années à venir, c'est au début d'un désengagement de GE dans la filière énergétique classique auquel nous assistons.

Power en France c'est un siècle d'expertises et de compétences vitales qui sont indispensables à la transition énergétique annoncées par les gouvernements successifs. Pour la France et l'Europe, la satisfaction des besoins de la population, l'évolution nécessaire du mix énergétique, les défis d'une énergie décarbonée nécessitent une remobilisation de toute la filière énergie. Malheureusement depuis des années, de par son silence, le gouvernement a préféré privilégier les exigences actionnariales d'une entreprise en restructuration financière, plutôt que les besoins énergétiques d'une nation. Car rappelons-le, GE c'est 30 % de la fourniture électrique dans l'énergie française, la maintenance des turbines à gaz de nos centrales ainsi que leur refroidissement, pour ne citer que ces éléments.

Il est temps que cela change, et que la France reprenne la main sur ce dossier.

Pour la CGT, l'heure est à la mobilisation afin d'assurer à chaque site de sortir du dogme de l'austérité imposé, et de rentrer dans une logique de développement industriel :

- Développement des filières (investissement dans les hommes, les capacités de production et dans la R&D)
- Le maintien des expertises et un plan de développement des compétences
- La préservation des sites industriels,
- L'emploi des salariés.

C'est sur ces bases que dans l'immédiat la CGT a demandé audience au premier ministre avec l'ensemble de l'intersyndicale GE France.

Nous exigeons du gouvernement et singulièrement de Mr le Président Macron, qui fut en charge de ce dossier dès l'origine, qu'il réponde à l'exigence d'un **vrai débat public sur le devenir de la filière énergétique.**

Pour GE, il doit intervenir concrètement **pour rentrer au capital des co-entreprises créée lors de la cession** et dont Alstom entend se désengager dès septembre. En l'occurrence, il ne s'agit pas d'une simple question d'actionnariat mais de l'exigence d'un état stratèges face à des groupes privés directement soumis aux intérêts des actionnaires.

L'Industrie, plus qu'une nécessité, un besoin !